

à 15% ou \$210 millions en 1973. Cette augmentation provient du fait que plusieurs émissions importantes offertes à l'étranger sont libellées en dollars canadiens. Les années précédentes, les ventes d'émissions en monnaie canadienne à des non-résidents s'effectuaient surtout par l'entremise de non-résidents qui achetaient une partie d'une émission offerte sur le marché canadien.

Environ les trois quarts des nouvelles émissions canadiennes ont été vendues à des résidents des États-Unis. Plus de 17% des nouvelles émissions brutes ont été vendues à des résidents de pays autres que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Europe continentale, contre 1% seulement en 1973. Cette forte augmentation est surtout attribuable aux ventes, en particulier d'émissions provinciales garanties, aux pays du Moyen-Orient.

Autres mouvements de capitaux à long terme. L'aide accordée à l'étranger par le gouvernement canadien se compose principalement de versements de cotisations ordinaires à des organismes internationaux dont le Canada est membre, de contributions officielles, de prêts intergouvernementaux, de souscriptions au capital d'organismes de placements et de crédits à l'exportation. Les cotisations et les contributions forment une partie des paiements du Canada au titre du compte courant, tandis que les autres opérations, dans la mesure où elles donnent lieu à des créances sur des non-résidents, sont surtout prises en compte dans les mouvements de capitaux à long terme. L'aide fournie aux pays importateurs de pétrole par l'entremise du Fonds monétaire international est toutefois comprise dans les réserves internationales du Canada et ne figure pas au compte de capital.

Les sorties au chapitre de l'aide au développement sous forme de prêts de faveur, d'avances et de souscriptions du gouvernement canadien aux pays en voie de développement et aux organismes internationaux de développement ont totalisé \$348 millions durant l'année.

Les recouvrements des prêts d'après-guerre consentis aux pays européens ont donné lieu à une entrée de \$37 millions, soit une baisse de \$5 millions par rapport à l'année précédente.

Les opérations de financement des crédits à moyen et à long terme consentis directement ou indirectement au risque du gouvernement canadien ont entraîné une sortie nette de capitaux de \$589 millions, dont 53% étaient destinés au financement des exportations de céréales.

Les autres mouvements de capitaux à long terme, qui comprennent les prêts bancaires et les autres prêts à long terme, les placements hypothécaires et les mouvements des caisses d'assurances, ont produit des entrées nettes de \$149 millions pour l'année.

Les mouvements de capitaux à court terme ont provoqué une entrée nette de \$957 millions, la plus forte entrée annuelle nette jamais enregistrée pour ce poste et la première entrée annuelle nette depuis 1965. Des principales composantes de l'entrée de 1974 ont été la diminution de \$1,565 millions des avoirs non bancaires des Canadiens en devises à l'étranger (en grande partie neutralisée par l'augmentation de \$1,354 millions des créances nettes en devises des banques à charte canadiennes sur les non-résidents) et l'accroissement de \$592 millions des avoirs des non-résidents sous forme de dépôts en dollars canadiens.

Les avoirs d'organismes internationaux sous forme de billets à vue du gouvernement du Canada se sont accrus, donnant lieu à une entrée nette de capitaux de \$45 millions pour l'année. Ces billets, qui ne portent pas d'intérêt et qui ne sont pas négociables, sont émis à titre de prêts et de souscriptions du gouvernement du Canada aux organismes internationaux et sont encaissés par les organismes bénéficiaires lorsque ceux-ci ont besoin de fonds.

Le commerce avec les non-résidents portant sur les instruments du marché monétaire (bons du Trésor du gouvernement du Canada, effets de commerce, effets des sociétés de financement et autres effets à court terme) a donné lieu à une entrée nette de \$79 millions en 1974, soit une baisse par rapport à \$115 millions en 1973. Le commerce des bons du Trésor du gouvernement du Canada a produit des entrées nettes de \$79 millions, les effets commerciaux \$9 millions et les effets des sociétés de financement \$63 millions. Le commerce des autres effets à court terme a provoqué une sortie nette de \$72 millions.

Les opérations sur les autres engagements des sociétés de financement, qui comprennent les emprunts auprès de banques non résidentes et de sociétés mères non résidentes, se sont soldées par une entrée nette de capitaux de \$170 millions en 1974, soit une augmentation de \$153 millions par rapport à 1973.

Les autres opérations sur capitaux à court terme (comprenant le poste d'équilibre comptable qui représente des opérations non identifiées du compte courant et du compte de